

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-010 - Séance du 04/03/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	19	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 4 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 25 février 2021.

Monsieur Martin FAURE est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier DURIX, Xavier POTAVIN, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-France TEXIER pouvoir à Ludovic DUCAMP, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Martin FAURE, Josiane DEVESA pouvoir à David CARBONELL, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Virginie DURA pouvoir à Xavier POTAVIN, Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Christophe DOLL, Olivier TAPIE pouvoir à Sandrine GAUTIER, Emilie CHENOT pouvoir à Bernard VIDAL.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique ;

Vu l'avis favorable du comité technique du 1^{er} mars 2021 ;

Considérant l'évolution du contexte financier et fiscal des collectivités territoriales (baisse des dotations, transferts de compétences, encadrement de l'évolution des dépenses de fonctionnement, suppression de la taxe d'habitation) ;

Il est proposé le recrutement d'un consultant en finances dont la mission serait la réalisation d'une analyse et d'une prospective financière représentant un temps de travail maximal annuel évalué à 80 heures moyennant une rémunération horaire de 60€ bruts de l'heure.

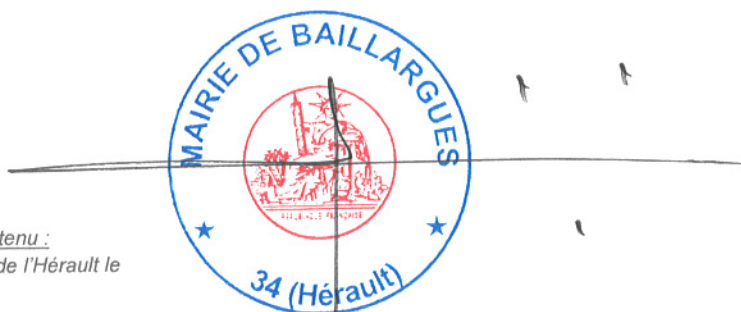
Sur le rapport de Madame Séverine MONIN, conseillère municipale

ADOpte à l'unanimité cette délibération.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 4 mars,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :
de sa réception en Préfecture de l'Hérault le
de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréfournement citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».